

**N° 9 / 2016 pénal.**  
**du 18.2.2016.**  
**Not. 36474/13/CD**  
**Numéro 3588 du registre.**

La **Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg**, formée conformément à la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, a rendu en son audience publique du jeudi, **dix-huit février deux mille seize**,

l'arrêt qui suit :

**Entre :**

**X, veuve de feu Y**, plaignant initial, ayant repris l'instance de son mari défunt, née le (...) à (...) demeurant à (...),

**demanderesse en cassation,**

**comparant par Maître Gilbert REUTER**, avocat à la Cour, en l'étude duquel domicile est élu,

**et :**

**1) la société de droit autrichien Soc1**, enregistrée auprès du Handelsgericht Wien sous le n° (...), représentée par son gérant, A), établie et ayant son siège à (...),

**2) A)**, avocat inscrit au barreau de Vienne, établi professionnellement à (...),

**défendeurs en cassation,**

**comparant par Maître André LUTGEN**, avocat à la Cour, en l'étude duquel domicile est élu,

**en présence du Ministère public.**

---

**LA COUR DE CASSATION :**

Vu l'arrêt attaqué rendu le 23 avril 2015 sous le numéro 356/15 Ch.c.C. par la chambre du conseil de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg ;

Vu le pourvoi en cassation déclaré le 22 mai 2015 par Maître Marc THEISEN, en remplacement de Maître Gilbert REUTER, pour et au nom d'X, veuve de feu Y au greffe de la Cour supérieure de justice ;

Vu le mémoire en cassation signifié le 17 juin 2015 par X, veuve de feu Y à la société de droit autrichien Soc1) et à A), déposé le 19 juin 2015 au greffe de la Cour ;

Vu le mémoire en réponse signifié le 10 juillet 2015 par la société de droit autrichien Soc1) et A) à X, veuve de feu Y, déposé le 15 juillet 2015 au greffe de la Cour ;

Sur le rapport du conseiller Irène FOLSCHEID et les conclusions de l'avocat général Simone FLAMMANG ;

### **Sur les faits :**

Attendu que par ordonnance rendue le 13 janvier 2015 la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement de Luxembourg avait annulé l'ordonnance de perquisition et de saisie « C 08 » du juge d'instruction du 9 décembre 2014 ainsi que le procès-verbal dressé en exécution de cette ordonnance et avait ordonné la destruction de l'ensemble des données informatiques contenues sur les disques durs saisis suivant ce procès-verbal ; que, sur appel des défendeurs en cassation, la chambre du conseil de la Cour d'appel a encore annulé l'ordonnance de perquisition et de saisie « C 07 » du 9 décembre 2014 ainsi que le procès-verbal dressé en exécution de cette ordonnance et a ordonné la restitution aux appelants des supports informatiques saisis inventoriés audit procès-verbal, confirmant l'ordonnance pour le surplus ;

### **Sur la recevabilité du pourvoi qui est contestée :**

Attendu qu'aux termes de l'article 416 du Code d'instruction criminelle, le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ou les jugements en dernier ressort de cette qualité n'est ouvert qu'après l'arrêt ou le jugement définitif, sauf qu'il est ouvert contre les arrêts et jugements rendus sur la compétence et contre les dispositions par lesquelles il est statué définitivement sur le principe de l'action civile ;

Attendu que la demanderesse en cassation fait plaider que dans l'arrêt attaqué, la chambre du conseil de la Cour d'appel a analysé la compétence territoriale des juridictions pénales luxembourgeoises, déclarant ces dernières incompétentes pour connaître des infractions reprochées aux défendeurs en cassation et qui sont à l'origine des saisies litigieuses, que ce faisant elle aurait statué sur une question de compétence ;

Attendu que l'arrêt attaqué a statué sur un recours en nullité contre des ordonnances de perquisition et de saisie émises par le juge d'instruction ; que si,

dans le cadre de l'examen de ce recours, les juges d'appel ont analysé la compétence territoriale des juridictions luxembourgeoises pour connaître des infractions faisant l'objet de la plainte avec constitution de partie civile du défunt époux de la demanderesse en cassation, retenant que le dossier pénal leur soumis ne renseigne aucune infraction aux dispositions légales luxembourgeoises invoquées dans la plainte susceptible d'être poursuivie au Luxembourg, leur décision ne devient pas pour autant une décision rendue sur la compétence au sens de l'article 416, paragraphe 2, du Code d'instruction criminelle, mais reste une décision sur un incident de la procédure d'instruction ;

Attendu que la demanderesse en cassation soutient ensuite qu'en annulant l'ordonnance de perquisition et de saisie « C 07 » ainsi que le procès-verbal dressé en son exécution et en ordonnant la restitution aux parties défenderesses en cassation des supports informatiques, la chambre du conseil de la Cour d'appel a statué, certes indirectement, mais définitivement sur l'action civile, étant donné que du fait de sa décision les données informatiques incriminées auraient vocation à disparaître, ce qui équivaldrait à une disparition de l'infraction elle-même ;

Mais attendu que pour rendre recevable le recours en cassation au sens de l'article 416 du Code d'instruction criminelle, la décision doit avoir, dans son dispositif, statué sur le principe de l'action civile, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, les éventuelles conséquences que peut avoir la décision attaquée sur la preuve des faits qui sont à la base de l'action civile n'étant pas de nature à lui imprimer le caractère d'une décision rendue sur le principe de l'action civile ;

Attendu que la demanderesse en cassation soutient qu'une telle interprétation de l'article 416 du Code d'instruction criminelle la prive de ses droits à un procès juste et équitable et à un recours effectif et qu'il y a dès lors lieu de déclarer cette disposition légale contraire aux articles 6, paragraphe 1, et 13 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Mais attendu, d'une part, que le droit d'accès au juge n'est pas absolu ; que les Etats peuvent édicter des prescriptions destinées à réglementer le recours qu'ils organisent et à en fixer les conditions d'exercice, pourvu que ces réglementations aient pour but d'assurer une bonne administration de la justice ;

Que l'interdiction de se pourvoir en cassation immédiatement et avant la décision définitive contre les décisions préparatoires ou d'instruction a précisément pour but de prévenir des recours dilatoires ;

Que, d'autre part, l'article 416 ne prive pas l'inculpé de tout recours en cassation contre l'arrêt préparatoire ou d'instruction, mais ne fait que différer l'exercice de ce recours jusqu'après la décision définitive en dernier ressort ;

Qu'il n'enfreint dès lors pas les dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Attendu qu'à titre subsidiaire, la demanderesse en cassation soutient que l'article 416 du Code d'instruction criminelle n'est pas conforme à l'article 10 bis de la Constitution, opérant une discrimination entre les justiciables victimes

d'infractions informatiques et ceux victimes d'autres types d'infractions, en ce que les premiers sont privés définitivement de la possibilité de faire valoir leurs droits et d'exercer un recours effectif en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ayant annulé des mesures de perquisition et de saisie du matériel informatique, cette annulation équivalant à la disparition des infractions ; qu'il serait encore contraire à l'article 11 de la Constitution en ce qu'en privant les justiciables victimes d'infractions informatiques d'un recours effectif, il les priverait d'un droit naturel garanti par la Constitution ; que la demanderesse en cassation conclut à voir saisir le Cour constitutionnelle afin qu'elle se prononce sur cette inconstitutionnalité ;

Attendu que la demanderesse en cassation n'explique pas pourquoi les victimes d'infractions informatiques seraient davantage privées de la possibilité de faire valoir leurs droits en cas d'annulation de la saisie d'un élément de preuve d'une prétendue infraction que ne le sont les victimes d'autres types d'infraction ; que la prétendue discrimination reste donc à l'état d'allégation ;

Attendu que, tel qu'il a été dit ci-dessus, l'article 416 du Code d'instruction criminelle ne prive pas la demanderesse en cassation d'un recours effectif, mais ne fait que différer l'exercice de ce recours ;

Attendu que la juridiction est dispensée de saisir la Cour constitutionnelle à titre préjudiciel si elle estime que la question à lui poser est dénuée de tout fondement ;

Attendu que l'article 416 du Code d'instruction criminelle n'opère ni une discrimination entre les victimes d'infractions informatiques et les victimes d'autres types d'infraction, ni ne prive la victime d'infractions informatiques d'un recours effectif ;

Que la question soulevée est dès lors dénuée de tout fondement et qu'il n'y a pas lieu à saisine de la Cour constitutionnelle ;

Attendu qu'à titre encore plus subsidiaire, la demanderesse en cassation demande à la Cour de cassation de saisir la Cour de justice de l'Union européenne aux fins de se prononcer sur la compatibilité de l'article 416 du Code d'instruction criminelle avec les articles 6, paragraphe 1, et 13 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Attendu que la Cour de justice de l'Union européenne est appelée à se prononcer sur l'interprétation du droit européen, mais qu'il ne rentre pas dans ses attributions d'analyser la conformité d'une règle de procédure pénale interne d'un Etat membre par rapport aux dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Attendu que la demanderesse en cassation se prévaut enfin d'un excès de pouvoir qui aurait été commis par la chambre du conseil de la Cour d'appel en se prononçant sur la loi applicable et en procédant à l'analyse des éléments constitutifs d'infractions pénales, empiétant ainsi sur le domaine de compétence exclusive des juridictions du fond, ceci en violation des articles 126 à 126-2 du Code d'instruction

criminelle et du principe général de droit et d'ordre public de la séparation des attributions des juridictions de l'instruction et de celles des juridictions du fond ;

Attendu qu'il n'existe pas de principe général de droit et d'ordre public qui interdirait aux juridictions d'instruction d'examiner la question de la loi applicable ou d'analyser les éléments constitutifs d'une infraction pénale, ces juridictions ayant même l'obligation de procéder à ces analyses au moment du règlement de la procédure afin de vérifier l'existence de charges suffisantes pour renvoyer l'inculpé devant le juge du fond compétent ;

Attendu que l'excès de pouvoir est la transgression par le juge, compétent pour connaître du litige, d'une règle d'ordre public par laquelle la loi a circonscrit son autorité; que les reproches de violation des articles 126 à 126-2 du Code d'instruction criminelle et 89 de la Constitution, pour les causes indiquées dans le mémoire en cassation, ne rentrent pas dans la définition de l'excès de pouvoir ;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que le pourvoi est irrecevable ;

**Par ces motifs :**

déclare le pourvoi irrecevable ;

condamne la demanderesse en cassation aux frais de l'instance en cassation, ceux exposés par le Ministère public étant liquidés à 7,25 euros.

Ainsi jugé par la Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg en son audience publique du jeudi, **dix-huit février deux mille seize**, à la Cité Judiciaire, Bâtiment CR, Plateau du St. Esprit, composée de :

Georges SANTER, président de la Cour,  
Irène FOLSCHEID, conseiller à la Cour de cassation,  
Romain LUDOVICY, conseiller à la Cour de cassation,  
Jean-Claude WIWINIUS, conseiller à la Cour de cassation,  
Nathalie JUNG, conseiller à la Cour d'appel,

qui ont signé le présent arrêt avec le greffier Viviane PROBST.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Monsieur le président Georges SANTER, en présence de Monsieur John PETRY, premier avocat général, et de Madame Viviane PROBST, greffier à la Cour.